

LE PROGRAMME

Gouvernement minoritaire : les 7 dossiers capitaux

■ Un certain nombre de dossiers risquent l'enterrement pur et simple faute de majorité "sûre".

Quelle sera notre attitude sur les gros dossiers qui doivent encore être votés? Ma seule réponse à cet égard est de dire qu'on souhaite que Charles Michel vienne s'exprimer au Parlement pour évoquer la manière dont il envisage les cinq prochains mois", lance Jean-Marc Nollet, chef de groupe Écolo à la Chambre. "S'agira-t-il d'un nouveau gouvernement? Avec quelle feuille de route? Ou ne s'agira-t-il que d'un gouvernement qui, avec le soutien de la N-VA, ne fera que continuer ce qu'il a entrepris, et qui nous a déphlu..."

Bref, les écologistes sont clairs : ils ne seront pas la roue de secours d'une majorité qu'ils jugent "en perdition". "Pendant quatre ans, les écologistes n'ont eu de cesse de dénoncer les choix de ce gouvernement kamikaze." Même message côté socialiste. Le CDH, lui, s'est montré plus modéré. "Ce qui m'intéresse maintenant, c'est de voir comment répondre par un pacte sur le pouvoir d'achat, par un pacte sur le climat aux attentes et aux urgences de la population", a dit le président, Benoît Lutgen. À ses yeux, chacun doit essayer de dépasser "les réalités de (sa) propre formation politique". Le parti d'Olivier Maignain (Défi) est lui beaucoup plus virulent : "Si le Premier ministre veut être conséquent avec ses déclarations, il doit annoncer qu'il suspend l'examen du budget au Parlement."

Les dossiers en rade

1. Le budget. C'est le premier gros dossier en rade qui va devoir passer prochainement la rampe du Parlement. Tout a été discuté et voté en commission Budget et Finances, mais il restait l'étape du vote en plénière. Mais sans budget, difficile d'avoir les coudées franches. Ce sont les fondations même de l'édifice gouvernemental qui s'écrouleraient si ce budget 2019 n'était pas voté. À cet égard, le Premier, au micro de Pascal Vrebos sur RTL, en a appelé à la responsabilité de tout un chacun. « Les premières déclarations de la N-VA vont dans le sens d'un principe de responsabilité. Pour le pays, il est important de rester calme, responsable, et un vote

en plénière du budget me semble indispensable." Pas sûr, cependant, que l'opposition l'entende de cette oreille, même si Charles Michel a promis en conférence de presse de dialoguer sur la marche à suivre avec les partis prochainement. Si elle fait de l'obstruction, on pourrait vite retomber dans le scénario d'élections anticipées, et d'un gouvernement en affaires courantes qui devrait alors, sur le plan budgétaire, demander tous les trois mois ce qu'on appelle des douzièmes provisoires (indexés). "On n'en est pas là, mais nous souhaitons, et le courrier que j'ai envoyé à Sigfried Bracke (N-VA) va dans ce sens, que le Premier vienne s'exprimer sur la politique gouvernementale. Tout dépendra de cela, mais on eut aussi imaginer qu'on vote article par article, pour ou contre, on verra..." nous glisse Ahmed Laoouej, chef de groupe PS à la Chambre.

2. Un autre grand point d'interrogation porte sur le **jobs deal**. Parce que là, contrairement à beaucoup d'autres dossiers, les partenaires de la suédoise ne s'étaient pas mis d'accord sur 5 de deal. Sur les mesures destinées à activer le marché de l'emploi, pas de problème. Tous autour de la table étaient d'accord pour créer des emplois supplémentaires et combler les métiers en pénurie, domaine dans lequel la Belgique est championne toutes catégories (135 000 postes vacants environ). Par exemple, il était acquis que les travailleurs ne pourraient pas partir en prépension avant 60 ans et que les personnes licenciées avaient un mois au maximum pour s'inscrire au chômage. Les pensionnés, eux, auraient pu davantage travailler sans être pénalisés fiscalement. En revanche, sur la dégressivité des allocations de chômage, il n'y avait pas d'accord. La N-VA est partisane d'une réglementation plus dure, avec une limite claire dans les versements d'allocations au bout d'un laps de temps déterminé. Maintenant que la N-VA ne fait plus partie du gouvernement, les échanges (je te donne cela, si tu me donnes cela) seront plus compliqués à obtenir. La grande question sera donc de savoir si la N-VA acceptera ce jobs deal dans sa version remaniée par les trois partis au pouvoir désormais (Open VLD, CD & V et MR). Pas sur...

3. Dans ce jobs deal, il y a également une mesure qui, d'un point de vue sociétal, intéresse

énormément les citoyens dans leur ensemble, le **“budget mobilité”**. Les suédois s'étaient mis d'accord pour promouvoir cette mesure destinée à mettre un frein à l'usage de la voiture de société tout en incitant les travailleurs à prendre davantage les moyens de transport. Cette mesure qui n'a pas encore reçu l'aval du gouvernement devrait rentrer en vigueur au 1^{er} janvier. La N-VA ne devrait pas avoir d'objection, contrairement à l'opposition, qui s'était époumonée ces derniers mois sur ce dossier, surtout du côté des écologistes, lesquels estimaient qu'on n'en faisait pas assez en matière de mobilité et surtout en termes environnementaux. La voiture de société était dans le viseur...

4. S'il y a un dossier en rade, où tout le monde attendait le gouvernement, et pas seulement les écologistes, c'est celui de l'**énergie**. Chez les verts, *“il est crucial que la Belgique fasse marche arrière sur un certain nombre de positions prises récemment dans le cadre de la Cop 24 en Pologne (sur les objectifs destinés à lutter contre le réchauffement, par exemple, NdLR)”*, estime Jean-Marc Nollet, chef de groupe Écolo à la Chambre.

Mais le gouvernement est aussi attendu sur la norme énergétique. Conçue sur le mode de la norme salariale, cette norme énergétique doit empêcher un dérapage des prix pour les entreprises, afin de préserver davantage leur compétitivité. Les discussions étaient en cours mais il n'y avait pas encore de consensus au niveau gouvernemental. Il y a de fortes chances qu'elle passe à la trappe à court terme.

5. S'il y a en revanche une réforme qui risque aussi d'être jetée aux oubliettes d'ici aux élections du 26 mai, c'est la **réforme des pensions**. Comme pour le jobs deal, tout n'a pas été définitivement entériné. Ainsi, l'allongement des carrières avait une contrepartie, sous la forme

de quelques exceptions dans des métiers dits pénibles. Or, pour les critères de pénibilité dans le secteur privé, sur lesquels les partenaires sociaux n'ont pas réussi à se mettre d'accord et qui ont fait l'objet d'un rapport de médiateurs pour sortir de l'impasse, il n'y a toujours pas de solution.

6. Le dossier Arco, qui a longtemps crispé les discussions entre partenaires de la suédoise, a connu un petit rebondissement cette semaine, après la décision du tribunal de l'Union européenne d'annuler l'interdiction, pour la Belgique, de procéder à tout paiement en vertu du régime de garantie prévu à leur profit. Le CD & V, qui tenait à ce dossier comme à la prunelle de ses yeux, avait un ennemi juré sur ce dossier: la N-VA, qui ne voulait pas entendre parler d'une quelconque indemnisation pour les 800 000 coopérateurs Arco.

Maintenant que les nationalistes flamands ont quitté le gouvernement, se pourrait-il que le dossier, contre toute attente, refasse surface? Ce n'est pas impossible. Et cela aiderait politiquement les sociaux-chrétiens flamands, en vue des élections du 26 mai...

7. L'**accord interprofessionnel 2019-2020 (AIP)** est certainement capital, lui aussi. Objet de nombreuses discussions depuis qu'il est apparu que les premières estimations du Conseil central de l'économie faisaient l'objet d'une norme salariale “nulle”, l'AIP sera tendu. La FGTB a déjà laissé entendre qu'il n'était pas question, vu le contexte social, de ne pas imaginer une marge correcte. Du gente 1,4... *“Sortie prématurée”*, a répondu le ministre de l'Économie Kris Peeters, rejoint par le patronat dans la foulée. *“On discutera sur la base d'un chiffre définitif qui tombera début janvier. Avant tous les chiffres qui circulent relèvent des fake news”*, nous dit Pieter Timmermans, patron de la FEB.

François Mathieu

Les dossiers qui risquent la mise au frigo

Dossiers en suspens... ou renaissants

En matière de **fiscalité** (lutte contre la fraude fiscale, chantier d'une réforme de l'impôt des personnes physiques, réduction de charges pour l'e-commerce, transposition de directives européennes pour lutter contre le blanchiment, contre les constructions agressives sur le plan fiscal, etc.), en matière de **justice** (réforme du Code pénal, réforme de plusieurs chapitres du Code civil, service minimum dans les prisons ; etc.), en matière **économique** (droit des sociétés), en matière de **soins de santé** (réforme du paysage hospitalier), sur le **Pacte d'investissements**, il y a eu un gros travail effectué, parfois en passe d'être bouclé, mais les incertitudes actuelles risquent de le mettre au frigo un certain temps. Sur ces matières comme sur d'autres, le Premier ministre a affirmé "*tendre la main au Parlement*", notamment pour voter les décisions déjà prises au gouvernement, en particulier le budget. Il attend de voir quelle attitude prendra la N-VA.

Pour répondre aux préoccupations exprimées dans la population en matière de pouvoir d'achat et de climat, le chef du gouvernement attend également de voir quelle sera l'attitude de l'opposition. "*Sur ces sujets-là, il peut être proposé d'accentuer, de renforcer certaines initiatives*"; a-t-il dit. Bref, au-delà des dossiers en suspens, certains que l'on croyait morts et enterrés pourraient remonter à la surface... **F.M.**

Les attentes du patron des patrons

Pieter Timmermans (FEB): "J'espère que la N-VA tiendra sa parole"

Situation inédite. Il a naturellement suivi de près les événements des dernières heures, Pieter Timmermans, patron de la Fédération des Entreprises de Belgique (FEB). Comme à son habitude, il reste calme... Mais reconnaît qu'on va rentrer dans une période inédite. Et donc forcément plus "hasardeuse" sur l'issue des dossiers qui tiennent à cœur au patronat. "*Il y a des défis socio-économiques cruciaux à relever et ce sera probablement plus compliqué qu'avant car il faudra aller chercher une majorité au Parlement. Mais nos demandes ne changent pas. Il y a le jobs deal, la norme énergétique et la mobilité... Naturellement, pour aller chercher des majorités, surtout pour des lois, ce sera plus compliqué qu'avec un gouvernement avec une majorité au Parlement... La N-VA va-t-elle soutenir tous ces dossiers? C'est difficile à dire actuellement. J'ai entendu Bart De Wever (N-VA) dire qu'il saluait le travail qui a été effectué et c'est vrai qu'il faut reconnaître que c'est le cas. On le dit aussi depuis un certain temps. On a créé beaucoup d'emplois, dynamisé les exportations et relancé la compétitivité de nos entreprises. Maintenant, il reste quelques mesures importantes à entériner, à voter avant la fin de l'année. Je n'ai aucune indication sur leur sort, c'est le brouillard, mais j'espère que la N-VA va tenir sa parole.*" **F.M.**

Lire l'interview complète sur www.lalibre.be

L'INTERVIEW

Didier Reynders (MR) : "On va devoir mettre de l'eau dans notre vin, c'est évident"

■ Le vice-Premier ministre libéral encourage l'opposition à prendre ses responsabilités.

Entretien François Mathieu

Didier Reynders (MR), ministre des Affaires étrangères et frais émoulu ministre de la Défense, nous esquisse les conséquences du départ des nationalistes flamands du gouvernement.

Comment vont s'organiser les relations futures avec les partis d'opposition à la Chambre ?

Il n'y a pas de nouveau gouvernement qui s'installe. C'est un remaniement. La composition est passée à l'orange bleue depuis le départ de la N-VA, ou bleu orange si on préfère, mais ce qui a été programmé, c'est d'organiser dans les prochains jours un contact avec les groupes parlementaires des formations au Parlement – on verra sous quelle forme – pour voir comment on travaille. Concrètement, si on regarde la feuille de route, la première étape que le Premier ministre va franchir dès ce dimanche soir, c'est d'aller soutenir un Pacte onusien sur les migrations. Là, deux tiers du Parlement nous ont soutenu. Maintenant, il faut voir si dossier par dossier, des accords sont possibles. Est-ce que, sur le budget, la N-VA, comme elle l'a annoncé, appuiera ce qu'elle a fait elle-même au Parlement ? Il ne reste que l'étape d'un vote en plénière pour avaliser le travail réalisé.

Et sur les autres dossiers ?

On va voir avec le Parlement si certains groupes sont ouverts à un vrai débat pour faire évoluer certaines matières. On sait qu'on ne peut pas venir avec des propositions à prendre ou à laisser. Cela nécessite de notre part d'avoir une certaine flexibilité dans la manière de les traiter. Prenons un exemple. Il y a eu beaucoup de prises de positions sur le climat. Est-ce qu'il y a des groupes qui sont prêts à traduire cela dans un vrai débat entre le gouvernement et le Parlement ? Idem sur le pouvoir d'achat. L'opposition a le choix de s'opposer purement et simplement. Mais elle a aussi le choix de prendre ses

responsabilités et d'ouvrir des débats constructifs.

Est-ce que certains dossiers, comme le jobs deal, pourraient tomber à l'eau ?

Tout ne va pas être fait comme on l'aurait fait si la N-VA était restée à bord. C'est évident. Mais il y a des choses qui ont été débattues au sein du gouvernement et qui sont en bout de parcours parlementaire. J'ai entendu tous les groupes d'opposition et notamment la N-VA, qui a donc affirmé que sur un certain nombre de dossiers qu'elle a elle-même portés, elle soutiendrait le gouvernement. Est-ce que sur d'autres sujets, le même groupe ou d'autres groupes sont prêts à ouvrir d'autres discussions ? Je me souviens que, par le passé, cette capacité de mener de vrais débats a pu se faire. On verra comment, mais c'est vrai que ça va dépendre d'un dossier à l'autre. Je ne veux pas inverser la donne ; nous voulons prendre des responsabilités mais d'autres doivent aussi assumer des responsabilités.

Vous allez mettre de l'eau dans votre vin, en somme ?

De toute façon. Si on a des discussions de cette nature, il faudra trouver des accords sur des propositions que nous ferons, et voir jusqu'où on pourra aller dans nos réflexions en commun, pour trouver des solutions. Le tout est de voir s'il y a un état d'esprit qui est juste de s'opposer ou d'entrer dans un débat.

Quel regard portez-vous sur la N-VA ? De communautaire, elle est devenue socioéconomique durant 4 ans et demi, avant de devenir identitaire, comme l'ont montré les propos de Theo Francken tenus lors de son fameux apéro dominical. C'était un apéro de campagne. On est dans une autre démarche que dans un gouvernement. J'ai bien vu les difficultés de Jan Jambon suite à la décision de son parti, que personnellement je regrette. J'ai travaillé de la manière la plus performante possible avec Jan Jambon, au sein du kern. On a affronté les attentats terroristes et les difficultés en matière de sécurité, et je trouve que ça a été très bien fait. Je crois qu'au sein de la population, il y a d'ailleurs une reconnaissance pour ce travail. Sur le pouvoir d'achat, on avait pas mal de proximités aussi. Nous avions la volonté de faire du socio-économique ensemble. Maintenant, je connaissais depuis longtemps ce sentiment identitaire qui vit au sein de la N-VA. On n'a pas

laissé s'ouvrir un champ communautaire et institutionnel pendant 5 ans et ça a été maintenu... Je regrette que la N-VA ait changé d'avis depuis l'été dernier. A l'époque, cela ne gênait personne en Europe, ce Pacte, et puis il y a eu un courant de réactions européennes dans toute une série de formations politiques ces dernières semaines et la N-VA s'est laissée entraîner aussi. Alors, maintenant, le discours qui va être tenu en vue des élections, ça (sourir)... Je suis plus prudent parce que l'après de ce matin marquait le début d'une campagne électorale.

Une suédoise pourrait-elle revoir le jour ?

Je n'en sais rien. Il faudra voir le choix des électeurs. Il y a aujourd'hui une divergence sur la migration, mais aussi sur l'engagement multilatéral qui est le nôtre – on ne peut pas parler de migration sans parler avec d'autres pays à travers le monde. C'est vrai. Mais on a communiqué à l'ONU ; on ne remet pas cette parole en cause. Je regrette qu'il y ait divergence sur la manière dont elle s'est exprimée, mais par contre, sur le fond de la politique migratoire, on n'a jamais eu de problème à mener une politique ferme mais avec des accents humains. Durant quatre ans et demi, on a surtout eu à régir sur des tweets ou de la communication. Maggie De Block (Open VLD) va reprendre cette compétence et à ma connaissance, elle mènera à peu près la même politique que celle menée jusqu'à présent durant cette législature. C'est un problème d'image qui se joue aujourd'hui.

Quel sera l'impact de cette crise sur les élections ?

Je ne sais pas. Cela va dépendre de la réaction des électeurs. En matière socio-économique, sécuritaire, d'immigration, climatique, on doit pouvoir démontrer qu'on peut mener des politiques cohérentes et compatibles. Le débat qu'on voit en France aujourd'hui montre que c'est difficile. Récemment, même si je ne suis pas toujours d'accord avec lui, j'ai beaucoup apprécié la petite phrase de Nicolas Hulot disant qu'il y avait des difficultés à marier la fin du mois avec la fin du monde. Il a raison. Beaucoup de gens ont des difficultés à gérer leurs fins de mois. On a essayé de travailler pour eux, et des études récentes ont montré que cela avait eu des effets positifs, même s'il faut aller plus loin, évidemment, pour les basses pensions et plus bas salaires. Il faut qu'on parvienne donc à continuer ce travail tout en ayant des exi-

gences sur le plan climatique qui, pour ces personnes plus fragiles sur le plan financier, n'ont peut-être pas le climat dans leurs priorités. C'est complexe... mais on essaie de le faire. On a des arguments à faire valoir.

Que répondez-vous à ces citoyens qui disent que toute cette crise était calculée, que ce sont des jeux politico-politiciens, que le MR devait se distancier de la N-VA en vue des élections ?

Ils se trompent. Cette crise est venue d'un changement d'attitude de la N-VA. Ils l'ont reconnu, d'ailleurs. Il ne faut pas se leurrer, il y aura un débat peut-être pour garder le soutien de la N-VA sur les textes qu'ils ont eux-mêmes élaborés au sein du gouvernement, c'est ce qui est en route maintenant, mais pour la suite, nous allons chercher des partenariats avec tout qui veut accepter de discuter. Mais je ne peux pas empêcher les théories du complot, ou les commentaires de certains membres de l'opposition, qui y voient la main invisible d'un complot extraordinaire. On préférerait avoir un gouvernement avec une majorité, ça nous simplifierait la vie.

Allez-vous ouvrir des articles de la Constitution pour révision ?

C'est un débat qui va devoir aussi être ouvert avec le Parlement. Je rappelle qu'il faut des majorités au Parlement pour cela. Ce n'est pas la première priorité et on a du temps. Généralement, ce genre de discussion a lieu en toute fin de législature.

Certains disent qu'en échange d'un soutien sur le socio-économique, vous auriez un accord avec la N-VA sur le plan constitutionnel...

Pas du tout. Il n'y a absolument aucun accord là-dessus. Le débat se fera avec tous les groupes parlementaires.

Dans vos nouvelles compétences, des priorités ?

La priorité, c'est la coordination des politiques internationales de coopération et de défense, parce qu'on est dans un monde où il y a de plus en plus d'enjeux de sécurité à travers la planète. Nous allons siéger au Conseil de sécurité de l'ONU pendant deux ans, on est à l'OTAN, on a développé des synergies européennes, et j'ai déjà eu un entretien avec le chef d'Etat-Major ; on va essayer de renforcer cette démarche d'intégration des politiques. Il faut de plus en plus une approche globale.